

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

---

Accord-cadre relatif à la gestion des transports de marchandises dangereuses. Prestation de conseil en transport de marchandises dangereuses dont la nomination en tant que CSTMD

<b>Mode de passation du marché public</b>	Appel d'offres ouvert
<b>Homogénéité des besoins</b>	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
<b>Code CPV</b>	71317210-8 / Services de conseil en matière de santé et de sécurité
<b>Nomenclature ASNR</b>	ASNR 2026-001 - CSTMD

---

**ACHETEUR**

---

**ASNR** (Siège social)  
15 rue Louis Lejeune  
92120 MONTROUGE  
Tél. : 01 58 35 88 88

## Interlocuteurs

---

### Interlocuteurs ASNR

---

*Affaire suivie **administrativement** par :*

Jean-Marc DURANTET  
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)  
Téléphone : 04.42.19.95.04.  
Courriel : jean-marc.durantet@asnr.fr

*Affaire suivie **techniquement** par :*

Thierry VINOT  
ASNR/DSSP/DDIS/SMRCR  
Téléphone : 01.58.35.70.27.  
Courriel : thierry.vinot@asnr.fr

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule .....	3
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document .....	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public .....	5
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché .....	6
ARTICLE 5 - Durée .....	6
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	7
ARTICLE 7 - Modalités de règlement .....	8
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat .....	10
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché .....	10
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité .....	16
ARTICLE 11 - Clauses relatives au développement durable .....	16
ARTICLE 12 - Pièces et attestations à fournir .....	16
ARTICLE 13 - Propriété intellectuelle.....	17
ARTICLE 14 - Modifications du marché public.....	21
ARTICLE 15 - Assurances.....	22
ARTICLE 16 - Nantissement .....	22
ARTICLE 17 - Retenue de garantie .....	23
ARTICLE 18 - Pénalités .....	23
ARTICLE 19 - Prime d'avance .....	24
ARTICLE 20 - Résiliations.....	24
ARTICLE 21 - Règlement des différends .....	24
ARTICLE 22 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-PI .....	24
Annexe n°1 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'ASNR.....	26

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent marché relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

L'« **acheteur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du **CCAG** : est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

**Ordre de service valant bon de commande** : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par l'acheteur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Nota bene : Le terme d'accord-cadre s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

### 3.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la gestion des transports de marchandises dangereuses. Prestation de conseil en transport de marchandises dangereuses dont la nomination en tant que CSTMD.

### 3.2 - TYPE DE MARCHE

Le présent marché constitue un accord-cadre composite comprenant une partie marché ordinaire et une partie accord-cadre à bons de commande, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2123-14 du code de la commande publique.

### 3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont les suivantes :

La partie « marché ordinaire » a pour objet les prestations suivantes :

- réunion d'enclenchement (pour la première année d'exécution seulement),
- réunions trimestrielles,
- rapport TMD annuel,
- audits (trois audits par an).

Il sera exécuté conformément aux stipulations du contrat et du cahier des charges.

La partie accord-cadre à bons de commande a pour objet les prestations suivantes :

- audits complémentaires,
- formations,
- gestion des incidents,
- questions simples,
- questions urgentes,
- réunions complémentaires.

Les bons de commande seront notifiés par l'ASNR au fur et à mesure des besoins.

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

### 3.4 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

## ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces du marché sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Annexe financière (AF)
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Modèle de bon de commande ou d'ordre de service
  - Annexe n°2 : Accès et coordonnées des différents sites de l'ASNR
- **3. Le Cahier des charges et ses annexes ou tout autre document qui en tient lieu**
- **4. Règlements applicables aux sites de l'ASNR**
- **5. Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de propriété intellectuelle (CCAG-PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **6. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **7. L'acte de sous-traitance**

## ARTICLE 5 - DUREE

### 5.1 - DUREE

Le marché est conclu à compter de sa date de notification.

Son début d'exécution est fixé à sa date de notification.

Le marché a une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les bons de commandes (aussi appelés ordre de services) notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutoires. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'ASNR.

### 5.2 - RECONDUCTION

Le marché est reconductible de manière tacite.

Il est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois pour chaque période de reconduction.

Le cas échéant, la décision de reconduction ou de non-reconduction est prise au plus tard un jour avant la fin de la période considérée.

La durée maximale du marché, période de reconduction comprise, est limitée à quarante-huit (48) mois.

### 5.3 - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution seront précisés dans l'offre du Titulaire dans le cahier des charges ou dans le planning d'exécution.

## ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

### 6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations relatives au présent marché sont à prix forfaitaires et unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- Sans montant minimum
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 200 k€ HT.**

L'atteinte du montant maximum entraîne de fait l'expiration du marché.

### 6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

### 6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix du marché doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent marché.

### 6.4 - TYPE DE PRIX

Le présent marché s'exécute à prix révisable. La révision sera effectuée annuellement à chaque date anniversaire de sa date de notification.

La révision est régie par les dispositions suivantes :

La formule utilisée est la suivante :

$$P1 = P0 \cdot (0,3 + 0,7 \cdot S1/S0)$$

Avec :

- ✚ P1 : prix après révision ;
- ✚ P0 : prix initial ;
- ✚ S1 : dernier indice connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ S0 : indice du mois de dépôt des offres ;

#### Indice(s) utilisé(s) :

L'indice utilisé est : Indice SYNTEC

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

L'indice de révision est arrondi au centième supérieur. Le prix révisé, arrondi au 1/100<sup>ème</sup>, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

#### Modalités de révision des prix :

La révision est de droit, elle peut intervenir à la demande de l'ASNR ou du Titulaire. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'ASNR.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'ASNR.



## 6.5 - CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNELS

Le Titulaire peut à tout moment appliquer une promotion sur ses prix et s'engage à en faire bénéficier l'ASNR en lui indiquant le prix promotionnel, la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau prix sera annexé au marché sans qu'il soit nécessaire d'établir un acte de modification de marché (avenant).

Les factures émises devront faire explicitement référence au prix promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché rentreront à nouveau en vigueur.

## 6.6 - CLAUSE DE SUIVI

Afin d'anticiper toute atteinte du montant maximum, et dans la mesure où la consommation du marché atteint respectivement 65% et 80% du montant maximum, le Titulaire en informe l'Acheteur dans un délai de sept (7) jours après en avoir pris connaissance. L'absence d'information peut entraîner l'application de pénalités.

L'acheteur et le Titulaire sont tenus d'échanger périodiquement sur le suivi des consommations.

# ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

## 7.1 - FINANCEMENT DU MARCHE

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'ASNR.

## 7.2 - AVANCES

Sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire peut s'opposer au bénéfice de l'avance. Dans ce cas, le Titulaire doit l'exprimer par écrit à l'ASNR au sein de son offre ou dans le cadre de la mise au point le cas échéant.

Pour les opérateurs économiques considérés comme PME ou TPE et dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-11 du code de la commande publique et par dérogation à l'article 11.1 du CCAG PI, le montant de l'avance est égal à 30% **du montant initial TTC** de la prestation considérée (le cas échéant : tranche ferme, période ferme, bon de commande ou marché subséquent considéré, etc.).

Pour les autres opérateurs économiques, et conformément aux dispositions de L'article 11.1 Option B du CCAG-PI, l'avance prévue pour les prestations éligibles (tranche, bon de commande) au sens de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, est égale à 30% **du montant initial TTC** de la prestation considérée (le cas échéant : tranche ferme, période ferme, bon de commande ou marché subséquent considéré, etc.).

Toute avance doit être remboursée à 100% dès lors que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la prestation considérée (le cas échéant : tranche ferme, période ferme, bon de commande ou marché subséquent considéré).

## 7.3 - ACOMPTES

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

## 7.4 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire et à compter d'avril 2026.

## 7.5 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « **n° de contrat 50000XXX et le numéro de l'ordre de service commençant par 34000XXXX** », en page de garde de l'acte d'engagement.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-PI en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

## 7.6 - CESSION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats de l'ASNR (ASNR – Direction des Affaires financières – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

## 7.7 - DELAI DE PAIEMENT

### 7.7.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

### 7.7.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de l'article L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant

l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

### 8.1 - MARCHES COMPLEMENTAIRE

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### 8.2 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le présent marché ne relève pas de la catégorie des marchés réservés aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

### 9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

#### 9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

#### 9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

#### 9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

#### 9.1.4 - Obligation de confidentialité et respect du secret des affaires

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-PI, le Titulaire du marché est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

## 9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché. Ce personnel doit être agréé par l'ASNR. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents soit muni de cet agrément afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le cas échéant, l'ASNR pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat et leur demander de signer à titre individuel un engagement de respect des dites obligations.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

## 9.3 - LIEU(X) D'EXECUTION

Le marché s'exécute dans les lieux suivants dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP.

☒ Dans les locaux du Titulaire étant entendu que le Titulaire se rend, en tant que de besoin, dans les locaux de l'ASNR

☒ Montrouge, siège social de l'ASNR (92)

☒ Fontenay aux Roses (92)

☒ Cadarache (13)

☒ Cherbourg-Octeville (50)

☒ Le Vésinet (78)

☒ Orsay (91)

☒ Saclay (91)

☒ Les Angles – Avignon (30)

☒ Tournemire (12)

Au titre de sa présence dans les locaux de l'ASNR, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, qui en fait partie intégrante.

L'ASNR se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'ASNR au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'ASNR pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

### Droit de contrôle de la réalisation des prestations

L'ASNR peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'ASNR.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'ASNR peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution du marché. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

#### **9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES**

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire devra remettre les documents et livrables suivants aux périodes définies dans le cahier des charges :

- Les réponses aux questions posées par l'ASNR ;
- Un document de synthèse des questions posées et réponses apportées par trimestre, remis lors de la réunion trimestrielle ;
- Le rapport annuel (année n) du CSTMD au plus tard le 31 mars de l'année n+1. Une version projet sera envoyée à l'interlocuteur technique au plus tard le 28 février de l'année n+1 ;
- Le plan d'audit annuel au plus tard le 28 février de l'année en cours ;
- Les comptes rendus des réunions trimestrielles comprenant l'état d'avancement du projet au plus tard 15 jours après ladite réunion ;
- Le(s) compte-rendu(s) de réunion(s), au plus tard 15 jours après ladite réunion ;
- Le(s) rapport(s) d'incident(s) au plus tard 15 jours après la demande de l'ASNR, ou selon les délais de la réglementation en vigueur ;
- Le(s) compte(s) rendu(s) d'audit au plus tard 1 mois après la réalisation de l'audit ;
- Le(s) support(s) de formation(s) au plus tard 7 jours avant la date de la formation.

#### **9.5 - MISE EN ŒUVRE DES BONS DE COMMANDES (AUSSI APPELES ORDRE DE SERVICES)**

##### **9.5.1 - Emission et notification du bon de commande**

Les bons de commande sont notifiés par l'ASNR au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'ASNR.

Dans l'hypothèse où un prix unitaire ne serait pas défini au sein du BPU, l'ASNR peut solliciter le titulaire en vue d'une demande de devis. L'acceptation du prix unitaire de cette nouvelle unité peut faire l'objet d'une acceptation par le biais de l'émission du bon de commande.

##### **9.5.2 - Passation des accords-cadres à marchés subséquents**

Dès lors que l'ASNR a déterminé son besoin, une demande est adressée au Titulaire afin de répondre au besoin défini. Les offres techniques et financière aux marchés subséquents ne peuvent toutefois avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord-cadre. Notamment, les prix unitaires formulés dans l'offre relative à l'accord-cadre constituent des prix maximum.

Dans l'hypothèse où le marché subséquent nécessite la mise en œuvre de prix non contenus au BPU, l'ASNR analysera la proposition. L'acceptation de ces prix par l'ASNR pourra se faire par la notification de marchés subséquents.

## **9.6 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET GARANTIE**

### **9.6.1 - Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent marché. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'ASNR sur les prestations livrées au titre du marché.

### **9.6.2 - Frais de vérification**

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'ASNR pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans les locaux de l'ASNR. Ils sont à la charge du Titulaire dans les autres cas.

Toutefois, lorsqu'une des parties a accepté de faire exécuter dans ses propres locaux des essais qui, conformément aux documents particuliers du marché, auraient dû être effectués dans ceux de l'autre partie, les frais correspondants sont à la charge de cette dernière.

Le Titulaire avise l'ASNR de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

L'ASNR avise le Titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du Titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

### **9.6.3 - Déroulement des opérations de vérification**

L'ASNR effectue, au moment même de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par l'ASNR, dans les conditions prévues ci-dessous.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'ASNR ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## 9.7 - DECISIONS APRES VERIFICATION

### 9.7.1 - Vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'ASNR peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### 9.7.2 - Vérifications qualitatives

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASNR prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous.

### 9.7.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet

#### **Admission :**

L'ASNR prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

#### **Ajournement :**

L'ASNR, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'ASNR les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'ASNR a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le silence de l'ASNR au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ASNR dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'ASNR, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'ASNR, aux frais du Titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'ASNR présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que celui-ci en a été informé.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'ASNR estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.



Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### **Rejet :**

Lorsque l'ASNR estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché à ses frais.

Le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'ASNR et aux frais du Titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'ASNR présente un danger ou une gêne caractérisée, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du Titulaire, après que l'autre partie en ait été informée.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'ASNR, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'ASNR ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le Titulaire a, dans un délai de quinze (15) jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le ASNR des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'ASNR a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifie sa décision au Titulaire.

### **9.8 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'ASNR est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

### **9.9 - INTERLOCUTEURS ET LEUR REMPLACEMENT**

Les désignations des interlocuteurs et adresses des deux parties au présent marché sont précisées au sein de l'acte d'engagement du présent marché et du cahier des charges.

Pour les marchés conclus intuitu personae, une procédure particulière de remplacement doit être mise en œuvre. Lorsque l'interlocuteur nommément désigné souhaite quitter le marché, il doit assurer son remplacement sous réserve de l'acceptation par l'acheteur.

### **9.10 - POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE**

#### **9.10.1 - En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.



A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

#### 9.10.2 - **Déroptions au principe d'exclusivité**

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seul le Titulaire peut se voir attribuer des bons de commandes.

L'exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'ASNR se réserve toutefois, sans priver le Titulaire de l'exécution des prestations raisonnablement attendues au vu de l'estimation de l'accord-cadre, de pouvoir recourir à un tiers pour les prestations prévues à l'accord-cadre et déterminées ci-dessous.

Le recours à des tiers à l'accord-cadre sera justifié par des raisons objectives et pour les montants et périmètres décrits ci-après. Le nouveau marché conclu avec un tiers sera précédé de mesures de publicité et de mise en concurrence applicables sauf si le marché entre dans l'une des hypothèses permettant de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, prévues par le Code de la commande publique.

Ces prestations concernent le périmètre suivant :

- L'ensemble des prestations attendues et décrites au sein du cahier des charges.

## **ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE**

Le Titulaire ne doit pas établir un Plan de Management Par la Qualité (« PMPQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent marché.

## **ARTICLE 11 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **11.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le présent marché présente une clause environnementale.

### **11.2 - CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE**

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

Le titulaire s'attèlera toutefois à proposer des collaborateurs en situations de handicap dans la mesure du possible.

### **11.3 - CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DU SECRET**

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

## **ARTICLE 12 - PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

## ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 13.1 - CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS

**Les connaissances antérieures (ou connaissances antérieures hors standards)** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'ASNR dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui appartiennent à l'ASNR, au Titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment :

- Les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation),
- Les bases de données,
- Les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs,
- Les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle,
- Les données et les informations,
- Tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

**Les connaissances antérieures standards** désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

Régime général des connaissances antérieures standards et hors standards.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures hors standards et standards.

L'ASNR et le Titulaire restent propriétaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation connaissances antérieures hors standards et standards. incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le Titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures hors standards ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient clairement identifiées dans son offre ou dans tout document d'exécution du marché, et ce, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard qui ne soit pas prévue dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures par l'ASNR.

Pour les connaissances antérieures standards, le Titulaire précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'ASNR (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure de quelque sorte dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le

Titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le Titulaire est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

## **1. STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES HORS STANDARDS ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS**

### **a) Connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et de l'ASNR**

Lorsque le Titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le Titulaire autorise l'ASNR à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus pour les résultats au sein du présent CCAP.

L'ASNR n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Dans l'hypothèse où une cession à titre exclusif des résultats au profit de l'ASNR est prévue dans le marché, l'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures, sauf stipulations expresses dans les documents du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'ASNR, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le Titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'ASNR que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

## **13.2 - REGIME DES RESULTATS**

### **1. DEFINITION DES RESULTATS**

**Les résultats** désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment :

- les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation),
- les bases de données,
- les marques dessins ou modèles, les noms de domaine et autres signes distinctifs,
- les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle,
- les données et les informations,
- tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le Titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'ASNR en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

### **2. FINALITES ET BESOINS D'UTILISATION DES RESULTATS :**

Le Titulaire accorde à l'ASNR et au titre du présent article, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation suivantes :

- Pour les finalités suivantes : livrables attendus au cahier des charges,
- Pour la durée suivante : pour toute la durée du marché
- Sur les territoires suivants : pour le monde entier

- Par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible.

Sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports tels qu'ordinateur, phablette, tablette, smartphone, papier.

Les besoins d'utilisation de l'ASNR comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'ASNR de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation.

### 13.3 - DROITS DE L'ASNR

#### 1. CARACTERE DE LA CESSION

La présente cession est consentie à l'ASNR à titre exclusif.

Compte tenu de leur nature, les résultats suivants font l'objet d'une cession à titre exclusif :

- Les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'ASNR et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'ASNR, de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
- Les résultats ayant pour objet de promouvoir l'ASNR ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;
- Les résultats qualifiés de confidentiels.

#### 2. DROIT DE PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE

Sans objet.

### 13.4 - DROITS DU TITULAIRE

Le Titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes créées spécifiquement pour la réalisation du présent marché et utilisés pour réaliser les résultats.

L'ASNR autorise le Titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et non soumis à cession exclusive au profit de l'ASNR, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats. Pour les connaissances antérieures mises à disposition du Titulaire par l'ASNR pour l'exécution du marché, le Titulaire sollicite l'autorisation expresse de l'ASNR.

### 13.5 - STIPULATIONS COMMUNES AU TITULAIRE ET A L'ASNR

#### 1. EXERCICE DES DROITS

Pour permettre à l'ASNR d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le Titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché, tels que :

## 2. GARANTIES DES DROITS

Le Titulaire garantit à l'ASNR, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

A ce titre, il garantit :

- qu'il est Titulaire ou détient les droits cédés ou licenciés ;
- qu'il dispose des autorisations relatives aux droits de la personnalité et plus généralement dispose de toutes les autorisations nécessaires pour les finalités et besoins d'utilisation applicables au marché ;
- qu'il indemnise l'ASNR, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations ci-dessus aurait porté atteinte. Si l'ASNR est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de sa part du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations ci-dessus, ils en informent sans délai le Titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- dans ces hypothèses, qu'il apporte à l'ASNR toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- qu'il s'engage à son choix :
  - o à modifier ou de remplacer les éléments objets du litige ou d'un risque sérieux de litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché,
  - o à faire en sorte que l'ASNR puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires,
  - o dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser à l'ASNR les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le Titulaire prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels l'ASNR, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d'un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles ci-dessus, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Le Titulaire garantit les droits cédés ou licenciés afférents aux résultats ou aux connaissances antérieures standards ou non, à l'ASNR, lors de toute cession ou licence de droits portant sur les résultats ou les connaissances antérieures standards ou non.

Le Titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits d'utilisation applicables au marché.

Sur simple demande, le Titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures standards ou non qui ne permettraient pas à l'ASNR de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du marché.

La responsabilité du Titulaire n'est pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures standards ou non que l'ASNR a fournies au Titulaire pour l'exécution du marché ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse de l'ASNR sauf dans le cas où il avait connaissance du caractère non conforme de l'utilisation des dits éléments et qu'il n'en a pas informé l'ASNR ;
- les modifications, adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par l'ASNR ou à sa demande expresse sauf dans le cas où il avait connaissance du caractère non conforme de l'utilisation des dits éléments et qu'il n'en a pas informé l'ASNR.

Le Titulaire dégage l'ASNR de toutes les obligations légales et conventionnelles vis-à-vis des salariés ou commettants du Titulaire.

### 13.6 - PRECISIONS

De manière générale, le Titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le Titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le Titulaire autorise l'ASNR à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'ASNR conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'ASNR a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'ASNR peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour l'ASNR, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie.

Toute publication doit mentionner le nom du Titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

## ARTICLE 14 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 14.1 - CLAUSES DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

### 14.2 - CHANGEMENT LIÉ AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;

- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

#### **14.3 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avvertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

### **ARTICLE 15 - ASSURANCES**

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 16 - NANTISSEMENT**

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.



## ARTICLE 17 - RETENUE DE GARANTIE

Le Titulaire n'est pas tenu au versement de la retenue de garantie.

Elle correspond à 3% du marché pour les PME et 5% pour les autres entreprises. Elle est réalisée sur chaque facture.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 18 - PENALITES

### 18.1 - DETERMINATION DES PENALITES

#### 18.1.1 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'ASNR voit s'appliquer une pénalité de 200€ par jour ouvrable de retard.

#### 18.1.2 - Pénalités pour absence de suivi de l'atteinte du montant maximum du marché

L'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 200 euros dès lors que le Titulaire méconnaît son obligation d'information au titre de l'absence de suivi sur l'atteinte du montant maximum du marché.

#### 18.1.3 - Pénalités pour tout retard constaté

Les pénalités suivantes sont forfaitaires :

200€ par jour ouvrable de retard, sans mise en demeure préalable.

### 18.2 - CUMUL DES PENALITES

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

### 18.3 - PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables.

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 10% du montant de référence des prestations objet du manquement.

### 18.4 - PLANCHER DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble du marché.

### 18.5 - FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

### 18.6 - CARACTERES DES PENALITES

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes du marché (tranches fermes, périodes initiales ou reconduites, bons de commandes notifiés),
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours ouvrables.



## ARTICLE 19 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

## ARTICLE 20 - RESILIATIONS

### 20.1 - GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent marché, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

### 20.2 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

### 20.3 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

#### En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire du marché ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 21 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

## ARTICLE 22 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles suivants dérogent au CCAG-PI :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI sur la hiérarchie des pièces contractuelles.

L'article 7.2 déroge à l'article 11 du CCAG-PI sur les avances.

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-PI en matière de confidentialité.

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 29.2.1 du CCAG-PI en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'ASNR au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-PI en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 19.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI sur le montant plancher des pénalités de retard.

L'article 19.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-PI sur le montant plafond des pénalités de retard.

## ANNEXE N°1 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES DIFFERENTS SITES DE L'ASNR

### Montrouge (siège social)

15 rue Louis-Lejeune 92120 Montrouge  
ASNR - BP 17 - 92262 Fontenay-aux-Roses cedex  
Numéro du standard téléphonique : 01 58 35 88 88  
Courriel : [asnr-courrier@asnr.fr](mailto:asnr-courrier@asnr.fr)

### Fontenay-aux-Roses

BP 17  
92262 Fontenay-aux-Roses Cedex  
31, avenue de la Division Leclerc  
92260 Fontenay-aux-Roses  
Tél. : 01 58 35 88 88

#### > Télécharger le plan d'accès général

#### Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

#### > Télécharger le plan d'accès en tramway

#### Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

#### > Télécharger le plan d'accès

#### Dispositions d'accès sur le site

#### > Télécharger le guide

### Cadarache

BP 3  
13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex  
> Télécharger le plan d'accès

### Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses  
Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30  
12 Route du Panorama  
92265 Fontenay-aux-Roses  
**Palette EUR ou EPAL uniquement**

### Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

Livraison à effectuer auprès de la société « MAINCO »  
ZI DU CASTELLET  
Rue René Pellat  
A l'attention de F. COUSIN - BAT. 702  
13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

**Le Vésinet**

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Informations sur les livraisons sur le site du Vésinet**

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

ASNR/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E

91191 GIF SUR YVETTE

**Cherbourg-Octeville**

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Orsay**

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Saclay**

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"**

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le p](#)